



GRUPE DE RÉVISION DE LA MISE EN ŒUVRE
DES SOMMETS (GRIC)
Première réunion ordinaire de 2025
20 février 2025
Washington, D.C., États-Unis

OEA/Ser.E
GRIC/O.1/doc.112/25
11 mars 2025
Original : espagnol

PROCÈS-VERBAL

La première réunion ordinaire du Groupe de révision de la mise en œuvre des initiatives des Sommets des Amériques (GRIC) de 2025 s'est déroulée dans la Salle Simon Bolivar au siège de l'Organisation des États Américains le 20 février. Dans le cadre de cette réunion, le thème du Dixième Sommet des Amériques a été présenté et abordé, les résultats des réunions ministérielles interaméricaines ont été communiqués et une version à jour du calendrier de travail pour la phrase préparatoire du Dixième Sommet a été présentée^{1/}.

1. Ouverture

L'Ambassadeur Ruben Silié, Coordinateur national des sommets de la République dominicaine et Président du GRIC, a souhaité la bienvenue aux participants et les a remerciés de leurs contributions au processus préparatoire du Dixième Sommet des Amériques. Il a exprimé sa reconnaissance envers l'OEA et son Secrétariat aux Sommets pour leur assistance technique apportée en continu au Processus des Sommets et à sa présidence, tout en soulignant son rôle de préservation de la mémoire institutionnelle. Il a également mis en valeur la contribution des entités du Groupe de travail mixte sur les Sommets (GTCC) et le dévouement de la société civile et des autres acteurs sociaux qui participent au Processus des Sommets.

La Présidence a insisté sur le rôle central de la sécurité humaine au sens large, en tant qu'élément central pour la stabilité et le développement, et qui nécessite une approche englobant la sécurité alimentaire, de l'approvisionnement hydrique et énergétique. Il a souligné que ces axes, qui figurent dans le document conceptuel^{2/}, ont pour but de générer un climat de certitude et de faciliter les consensus dans le cadre du Dixième Sommet des Amériques, de façon à continuer à bâtir un continent sûr, durable et dont la prospérité est partagée.

En ce qui concerne la sécurité des citoyens, il a signalé le besoin d'adopter une approche plus large vis-à-vis de la sécurité humaine, permettant de réduire le sentiment d'insécurité et de remédier aux causes d'incertitude chez les citoyens. La région est confrontée à une situation préoccupante en matière de sécurité, qui nécessite une action intégrée de l'État et du secteur privé.

Dans le domaine de la sécurité alimentaire, il a souligné la contradiction entre la richesse des ressources agricoles de la région et les difficultés persistantes dans l'accès aux denrées alimentaires. Il

1. L'ordre du jour et le calendrier ont été publiés respectivement sous la cote [GRIC/O.1/doc.108/25](#) et [GRIC/O.1/doc.109/25](#). La liste des participants porte la cote [GRIC/O.1/doc.111/25](#).
2. Le document conceptuel sur le thème du Dixième Sommet a été publié sous la cote [GRIC/O.1/inf.53/25](#).

est urgent de repenser les stratégies permettant de garantir l'accès à ces denrées car leur manque peut créer des conditions propices aux abus, aux violences et à la criminalité.

Concernant la sécurité énergétique, l'accès aux sources d'énergie abordables et durables est essentiel au développement de l'activité industrielle et à la création d'emplois de qualité. En garantissant cette sécurité, a-t-il affirmé, on avancerait vers un modèle de développement plus diversifié et à plus forte valeur ajoutée.

Enfin, concernant la sécurité de l'approvisionnement en eau, l'Amérique latine et les Caraïbes disposent d'importantes ressources en eau, qu'il convient de gérer de manière responsable. Le recours à la technologie et l'innovation peut contribuer à l'optimisation de son utilisation, étant donné le lien étroit entre la production alimentaire et la stabilité des écosystèmes.

En conclusion, il a rappelé que le Dixième Sommet des Amériques propose une occasion d'affronter ces défis avec une vision stratégique, en faisant la promotion d'accords qui contribuent à la stabilité et au développement du continent^{3/}.

Ensuite, Luis Almagro, Secrétaire général de l'OEA, a souligné l'importance du Dixième Sommet des Amériques en tant qu'espace clé pour forger des consensus continentaux et les traduire par des mesures concrètes. Il a souligné l'héritage du Processus des Sommets dans la construction d'un cadre politique et juridique dans des domaines comme la gouvernance démocratique, la lutte contre la corruption, la santé, la résilience, l'environnement, l'énergie et la sécurité.

Il a mis en avant le leadership de la République dominicaine en tant que Présidence du Processus des Sommets et le rôle fondamental du GTCC dans la définition des priorités du continent. Aucun développement durable n'est possible sans un environnement stable et sûr, et l'OEA est déterminée à faire le trait d'union entre les acteurs concernés en vue de faciliter la mise en commun d'informations et de ressources.

Il a souligné l'importance de remédier aux causes sous-jacentes des problèmes régionaux et le besoin, pour tout accord issu de ce processus, de chercher à réduire les inégalités et à promouvoir le développement intégré. En conclusion, il a signalé que le Sommet doit continuer à évoluer pour répondre efficacement aux besoins de la région et renforcer son rôle au sein du système interaméricain^{4/}.

2. Commentaires sur le thème du Dixième Sommet des Amériques et son document conceptuel

La Présidence a donné la parole aux délégations afin qu'elles présentent des commentaires sur le thème proposé pour le Dixième Sommet et le document conceptuel précédemment distribué sous la cote [GRIC/O.1/inf.53/24](#).

La délégation du Chili a souligné la pertinence du thème de la sécurité en tant qu'axe central du Sommet et son lien avec le développement. Elle a attiré l'attention sur l'importance de l'intégration du secteur privé et de la société civile afin d'améliorer les résultats et le suivi des engagements. Il faut

3. L'intervention d'ouverture de la Présidence du GRIC a été publiée sous la cote [GRIC/O.1/inf.63/25](#).

4. L'intervention du Secrétaire général de l'OEA a été publiée sous la cote [GRIC/O.1/inf.64/25](#).

mieux aligner les priorités de l'OEA et le programme du Sommet, par exemple, le débat, au sein du Conseil permanent, sur l'approche centrée sur les droits de la personne dans la lutte contre la criminalité organisée. Il a indiqué l'absence de contradiction entre ces deux principes ; le respect des droits de la personne renforce la lutte contre la criminalité. Il peut exister des synergies entre ces débats de part et d'autre.

La délégation du Pérou a salué la pertinence du thème du Dixième Sommet et du document conceptuel présenté, avec un accent sur l'importance de l'état de droit pour le développement économique. La criminalité organisée, le trafic de drogues, la traite des personnes et l'extraction minière illicite sont des défis qui se répercutent sur la stabilité et nécessitent des mécanismes efficaces de coopération multilatérale. Le Sommet est une nouvelle occasion de renouveler les consensus au niveau continental et d'avancer dans les quatre piliers de la sécurité proposés par la République dominicaine. En tant qu'État membre du Comité directeur, la délégation a réitéré l'attachement du Pérou au Processus des Sommets et son soutien aux préparatifs du Dixième Sommet^{5/}.

La délégation du Brésil, tout en appréciant l'approche multidimensionnelle de la sécurité développée dans le document conceptuel, a demandé une meilleure intégration avec les processus de l'OEA pour éviter les doubles emplois. Elle a proposé une cartographie des mandats adoptés en la matière et des initiatives en cours. Elle a demandé davantage de clarté sur le Programme d'action continental pour la sécurité citoyenne et communautaire et exprimé des réserves sur l'inclusion du thème de la sécurité de l'approvisionnement en eau, étant donné les potentiels conflits de souveraineté et de sécurité nationale. Elle a demandé la reformulation ou la suppression de cette partie. Elle a également attiré l'attention sur la façon dont sont liés certains concepts du document comme la pauvreté, les migrations et la criminalité, soulignant le besoin d'éviter les approches stigmatisantes. Elle a remercié l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté et s'est dite disponible pour assurer une articulation et un renforcement mutuel entre le Sommet et l'Alliance. En conclusion, elle a suggéré une modalité hybride pour les futures réunions du GRIC afin d'assurer la participation effective des coordinateurs nationaux lorsque les voyages sont limités par des restrictions budgétaires^{6/}.

La délégation du Mexique a souligné l'importance du Processus des Sommets des Amériques en tant qu'espace inclusif où tous les États des Amériques sont écoutés afin de remédier aux défis communs au bénéfice de la population. Quant au thème de la sécurité pour le Dixième Sommet, le Mexique a mis l'accent sur le besoin d'une approche multidimensionnelle en la matière, qui comprenne également des aspects comme la corruption, l'injustice, la pauvreté et les violations des droits de la personne. Elle a également mis l'accent sur l'importance de voir le Dixième Sommet apporter des réponses concrètes aux besoins urgents des personnes, dans le respect permanent de leurs droits humains et de leur dignité en vue d'assurer un développement durable^{7/}.

La délégation du Canada a indiqué le besoin d'aborder la sécurité humaine depuis plusieurs angles, dont la sécurité sociale et communautaire, économique, alimentaire, sanitaire et les droits politiques, avec une approche transversale. Elle a souligné l'importance d'intégrer l'égalité des genres et l'autonomie des femmes et des filles dans toutes les initiatives. Concernant la sécurité, il est nécessaire de prévenir et de répondre aux menaces de criminalité transnationale comme le trafic de drogues, la traite des personnes et l'extraction minière illicite en renforçant le secteur de la justice et

5. L'intervention du Pérou porte la cote [GRIC/O.1/inf.61/25](#).

6. L'intervention du Brésil porte la cote [GRIC/O.1/inf.54/25](#).

7. L'intervention du Mexique porte la cote [GRIC/O.1/inf.66/25](#)

de la sécurité pour affronter efficacement ces défis. La délégation a également insisté sur l'importance de la sécurité alimentaire en proposant une approche intégrée des systèmes alimentaires, tenant compte à la fois des aspects économiques, sociaux et environnementaux, avec un accent particulier sur l'aide aux femmes, aux filles et aux communautés vulnérables pour l'adaptation au changement climatique. Concernant la sécurité énergétique, la région est confrontée à un triple défi : la crise climatique, la sécurité énergétique et le risque géopolitique : il est nécessaire d'assurer des chaînes d'approvisionnement d'énergies propres, diverses et résilientes. La délégation a également évoqué l'approche canadienne dans le domaine de la sécurité alimentaire, qui plaide pour des systèmes alimentaires durables, tenant compte des défis interconnectés du changement climatique, de la production agricole et de la sécurité alimentaire. Enfin, elle a insisté sur l'importance de la sécurité de l'approvisionnement en eau, dont le besoin d'une gestion durable de l'eau pour affronter des défis comme les inondations, les sécheresses et la pollution, qui nuisent profondément aux infrastructures économiques de la région^{8/}.

La délégation de l'Équateur a évoqué l'importance d'une perspective multidimensionnelle en matière de sécurité, qui comprenne également la sécurité alimentaire et énergétique. Elle a signalé le besoin de débattre des déséquilibres qui nuisent au bien-être humain comme la pauvreté, qui concerne encore de grandes parties de la population en Amérique latine et dans les Caraïbes, une région confrontée à des taux de violence élevés. La sécurité humaine doit être un thème prioritaire ; la lutte contre la criminalité transnationale organisée, dont le trafic de drogues et la traite des personnes, est essentielle pour le bien-être des jeunes et le développement économique. En outre, la délégation a présenté ses politiques nationales visant à améliorer la sécurité des citoyens, comme les programmes de prévention pour les mineurs et les améliorations des systèmes de contrôle des migrations et des exportations. Le débat sur la sécurité doit prendre en compte les nouvelles sources de financement et le rôle du secteur privé et de la société civile afin de parvenir à une responsabilité partagée^{9/}.

La délégation des États-Unis a exprimé sa satisfaction vis-à-vis de l'objectif de bâtir un continent sûr, durable et dont la prospérité est partagée, rappelant que la force du Dixième Sommet des Amériques est issue de l'attachement commun à un continent prospère pour tous. La région recevra une attention prioritaire et suivie ; la stabilité du continent américain est essentielle pour la sécurité, la force et la prospérité des États-Unis. La coopération et le renforcement des alliances avec les partenaires démocratiques seront essentiels pour lutter contre l'insécurité, améliorer la prospérité économique, affronter la crise des migrations illégales, promouvoir la bonne gouvernance et renforcer la sécurité. Les réunions du GRIC sont l'occasion de débattre et de déterminer des priorités régionales ; les efforts pour assurer la pertinence et la durabilité du Sommet doivent se fonder sur la collaboration et la communication avec les experts techniques des gouvernements, le GTCC et les acteurs concernés. Enfin, la délégation a indiqué attendre de la Présidence du Processus qu'elle assure un dialogue direct avec tous les acteurs et dirigeants lors des futures réunions du GRIC^{10/}.

La délégation du Panama a souligné la pertinence de l'approche proposée pour le Dixième Sommet des Amériques et exprimé son accord quant à l'importance de la sécurité et ses diverses dimensions. Elle a attiré l'attention sur les avancées des pays dans le domaine de la sécurité des citoyens, avec des stratégies visant à combattre la criminalité transnationale organisée, et leur rôle dans la lutte contre le trafic de drogues et les trafics illicites. Quant à la sécurité alimentaire, le Panama a développé sa production agricole durable et le Canal de Panama apporte une contribution au commerce régional

8. L'intervention du Canada porte la cote [GRIC/O.1/inf.55/25](#)

9. L'intervention de l'Équateur porte la cote [GRIC/O.1/inf.56/25](#)

10. L'intervention des États-Unis porte la cote [GRIC/O.1/inf.69/25](#)

de denrées alimentaires. Pour la sécurité énergétique, la délégation a insisté sur la diversification du bouquet énergétique avec un accent sur les énergies renouvelables, et le rôle du pays en tant que pôle d'interconnexion électrique. Il dispose également d'une expérience dans la gestion des ressources hydriques liées au Canal de Panama, en tant que contribution au débat sur la sécurité de l'approvisionnement en eau. Enfin, il est nécessaire de renforcer les mécanismes de suivi et d'évaluation des engagements pris lors des sommets afin de garantir leur exécution effective^{11/}.

La délégation de Sainte-Lucie a souligné la pertinence du thème du Dixième Sommet des Amériques et l'importance du multilatéralisme face aux défis interconnectés en matière de sécurité, de durabilité environnementale et de croissance économique. Elle a insisté sur la pertinence de ces thèmes pour les petits États insulaires en développement, avec des vulnérabilités spécifiques comme les effets du changement climatique, la dépendance vis-à-vis du tourisme et les défis en matière de sécurité alimentaire et énergétique. Il est nécessaire de renforcer la résilience dans ces domaines, et pour assurer une région plus sûre, il sera indispensable d'agir face aux causes structurelles de l'insécurité. Enfin, le Sommet sera une occasion de réaffirmer les valeurs communes, de renforcer les partenariats et de donner de l'élan à des mesures concrètes pour le progrès du continent^{12/}.

La délégation de l'Argentine a attiré l'attention sur l'importance du Processus des Sommets en tant qu'espace de dialogue sincère entre les pays du continent pour renforcer la démocratie, protéger les libertés individuelles et consolider un programme d'action continental qui réponde à la réalité des Amériques. Elle a exposé sa préoccupation vis-à-vis de la situation dans certains pays de la région et évoqué des cas spécifiques comme Cuba, le Nicaragua et le Venezuela, insistant sur le besoin de rétablir la démocratie, de respecter les droits de la personne et d'assurer la sécurité en tant que facteur clé pour le renforcement des démocraties. En outre, il convient d'adopter une conception intégrée de la sécurité, qui permette d'affronter efficacement les diverses menaces aux démocraties comme la corruption et la criminalité transnationale organisée. Sans un environnement sûr, les démocraties sont exposées car la sécurité est indispensable pour protéger les libertés individuelles et garantir la stabilité des institutions démocratiques. Dans ce contexte, la délégation a plaidé pour une approche, en matière de sécurité, qui ne soit pas fragmentée, mais plutôt fondée sur une vision intégrée, où la rétroalimentation positive avec la démocratie constitue une priorité, ce qui permet d'assurer une lutte adéquate contre les défis qui menacent les sociétés démocratiques

La délégation de la Jamaïque a insisté sur le lien entre sécurité, développement et prospérité : la sécurité dans divers domaines (alimentaire, énergétique, pauvreté) est essentielle aux progrès de la région. En outre, elle a évoqué l'importance de la cybersécurité face aux nouvelles avancées de la technologie, et de la protection des institutions et des citoyens. Elle a souligné le besoin d'adopter des mesures concrètes de suivi et d'application et réaffirmé son attachement au multilatéralisme en tant que voie permettant d'affronter les défis continentaux, dont la participation des acteurs publics et privés, des jeunes et de la société civile^{13/}.

La délégation d'El Salvador a insisté sur l'importance de la sécurité multidimensionnelle et du développement durable en tant que piliers essentiels pour la démocratie et la jouissance des droits. D'après son expérience, « sans sécurité, il n'y a pas de développement ». La délégation a détaillé les efforts de son gouvernement en faveur de la paix et de la sécurité dans le pays, fondés sur une approche intégrale en matière de droits de la personne, centrée sur l'humain. Cette approche ne se cantonne pas

11. L'intervention du Panama porte la cote [GRIC/O.1/inf.59/25](#)

12. L'intervention de Sainte-Lucie porte la cote [GRIC/O.1/inf.62/25](#)

13. L'intervention de la Jamaïque porte la cote [GRIC/O.1/inf.70/25](#)

à la lutte contre la violence : il s'agit également de plaider pour la reconstruction du tissu social et la prise en charge des causes structurelles de la pauvreté, avec des politiques publiques adoptant une perspective multidimensionnelle, différenciée et intégrée et un accent sur les groupes vulnérables. En outre, il est important d'aborder la sécurité avec une approche multidimensionnelle qui englobe la sécurité des citoyens, alimentaire, énergétique et hydrique. El Salvador a également appelé à l'optimisation de ressources de plus en plus limitées et à une coopération continentale efficace, en tirant partie des mécanismes et ressources disponibles pour produire des résultats concrets. En conclusion, la délégation a offert son soutien pour assurer un sommet réussi et bénéfique à toute la région.

La délégation des Bahamas a exprimé le besoin d'un engagement collaboratif sur les questions de sécurité interconnectées, intimement liées au développement durable et aux effets du changement climatique. Elle a souligné l'importance de la collaboration au service des valeurs communes au continent.

La délégation du Guatemala a évoqué l'importance d'agir sur le thème central du Dixième Sommet des Amériques, avec des dialogues constructifs qui prennent en compte les priorités et les réalités de la région. Concernant l'approche en matière de sécurité proposée dans le document conceptuel, le Guatemala a insisté sur la pertinence de la sécurité humaine : sans sécurité, pas de développement, et sans développement, pas de paix. La délégation a insisté sur l'interconnexion entre sécurité des citoyens, alimentaire, énergétique et hydrique, aspects fondamentaux pour la stabilité et le bien-être des sociétés. En outre, une coopération continentale s'impose face aux défis en matière de sécurité, avec une approche respectueuse des droits de la personne, une lutte contre la corruption et une protection des migrants et déplacés. Quant au document conceptuel, le Guatemala a exprimé son intention de présenter des contributions et des commentaires, avec un accent sur le respect de la souveraineté des États membres sur leurs ressources naturelles et les principes d'équité et de durabilité¹⁴.

La délégation du Honduras a souligné la pertinence du thème de la sécurité en tant qu'axe transversal pour le prochain Sommet des Amériques, et son importance dans le contexte actuel. Elle a également insisté sur le lien entre changement climatique et sécurité, évoquant les conséquences de ce phénomène pour la sécurité alimentaire et la production alimentaire dans la région. Elle a mentionné une réunion tenue à Mexico, à l'initiative du Mexique et du Honduras, sur les migrations et leurs liens avec la sécurité, soulignant le besoin d'une coopération multilatérale face aux causes structurelles du phénomène migratoire dans la région. Enfin, elle a indiqué qu'un accord cadre relatif à la sécurité démocratique avait été promu au sein du Système d'intégration centraméricaine (SICA), de même que le concept de sécurité intégrée. La délégation a réaffirmé l'attachement du Honduras à la lutte contre le trafic de drogues et d'armes ainsi que la traite des personnes, dans le cadre de sa contribution au renforcement de la sécurité sur le continent.

La délégation du Guyana s'est dite alignée sur les priorités évoquées dans la note conceptuelle du Dixième Sommet des Amériques, notamment l'importance de la sécurité humaine en tant que fondement pour le développement, la paix et la prospérité sur le continent. Dans ce contexte, elle a exprimé son intérêt vis-à-vis de la sécurité alimentaire, énergétique et climatique, thèmes pertinents pour l'approche stratégique nationale du pays. Elle a évoqué plusieurs domaines essentiels à aborder lors du Sommet, dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le renforcement des systèmes agroalimentaires, le financement du développement (y compris la réponse au changement climatique),

14. L'intervention du Guatemala porte la cote [GRIC/O.1/inf.57/25](#)

la réduction de la dette extérieure des pays des Caraïbes, la sécurité énergétique et la stimulation de l'investissement dans les énergies renouvelables, de même que le renforcement des systèmes de gouvernance et de la participation citoyenne^{15/}.

La délégation du Paraguay a évoqué l'importance du thème choisi pour le Dixième Sommet des Amériques et indiqué qu'il reflète les préoccupations communes à la région. Elle a évoqué le lien entre ce thème et les accords conclus lors de la cinquante-quatrième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'OEA, organisée à Asuncion en juin 2024, qui a mis l'accent sur « l'intégration et la sécurité pour le développement durable de la région ». Ce thème est central en vue d'affronter les défis de sécurité multidimensionnelle et de promouvoir la croissance économique ainsi que le bien-être dans les Amériques. La délégation a indiqué que le prochain Sommet était l'occasion de réaffirmer l'attachement à l'intégration et à la coopération interaméricaines au service de la consolidation de la démocratie, de l'état de droit et de la prospérité dans la région^{16/}.

La délégation de Grenade a indiqué que le thème du Dixième Sommet des Amériques est aligné sur son attachement à faire progresser le développement partagé, la coopération régionale et un avenir durable pour tous les peuples. Elle s'est dite d'accord avec la portée et les différentes dimensions de la note conceptuelle sur ce thème. Elle a souligné l'importance du multilatéralisme, indispensable face aux défis interconnectés de la région comme le changement climatique, les inégalités économiques et la sécurité régionale, outre le besoin d'une coopération renforcée dans les cadres et institutions continentaux. Le Sommet offre une occasion en or de renforcer les associations, de mettre en commun les connaissances et de faire accélérer les mesures concrètes vers la réalisation des objectifs collectifs, avec un accent sur la construction d'un continent sûr, durable et prospère pour tous.

En l'absence d'interventions supplémentaires des délégations, la Présidence a offert la parole aux institutions du GTCC présentes lors de la réunion.

La Banque interaméricaine de développement (BID) a réitéré son attachement au Processus des Sommets des Amériques et sa participation au GTCC. Elle a exprimé son intérêt vis-à-vis de la note conceptuelle sur les thèmes du prochain Sommet. Elle a mis en avant son soutien à l'organisation du Cinquième Sommet des entreprises des Amériques, en étroite collaboration avec le gouvernement de la République dominicaine et le secteur privé, à travers le Conseil national de l'entreprise privée (CONEP). En outre, elle a évoqué les avancées des groupes de travail du dialogue des entreprises des Amériques, centré sur des thèmes comme l'énergie, la sécurité alimentaire, les chaînes de valeur, la transparence et l'intelligence artificielle, qui se reflètent dans le rapport qui sera présenté lors du Sommet. Enfin, elle a invité les délégations à encourager la participation des représentants du secteur privé à l'initiative et indiqué qu'une réunion plénière du dialogue des entreprises des Amériques est prévue en mai ou en juin en République dominicaine.

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a indiqué que la construction de sociétés inclusives, résilientes et équitables nécessite des politiques intégrées qui renforcent les institutions, favorisent la cohésion sociale et promeuvent l'investissement dans les secteurs stratégiques. À ce titre, elle a insisté sur le besoin de privilégier la durabilité et la résilience climatique et souligné l'importance du renforcement des capacités nationales pour l'adaptation et l'atténuation du changement climatique. En outre, elle a rappelé que la transformation numérique

15. L'intervention du Guyana porte la cote [GRIC/O.1/inf.58/25](#)

16. L'intervention du Paraguay porte la cote [GRIC/O.1/inf.60/25](#)

représente une occasion en or pour la croissance économique et l'inclusion sociale et encouragé l'exploration de stratégies qui comblent la fracture numérique et favorisent un accès équitable à la connectivité. Quant à l'intégration économique, elle a fait valoir que le renforcement du commerce et de l'intégration régionale est fondamental pour générer une croissance économique soutenue et des emplois de qualité. Enfin, l'équité de genre et l'inclusion sociale sont des piliers incontournables pour le développement, et le progrès vers des sociétés plus justes et égalitaires nécessite un attachement constant au renforcement des politiques qui favorisent la participation intégrale de tous les secteurs de la population.

L'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS) a insisté sur le lien direct entre la sécurité humaine et les priorités régionales dans le domaine de la santé, comme la santé mentale, la nutrition et la sécurité alimentaire. Elle a souligné l'interconnexion entre insécurité et santé mentale, incontournable pour le bien-être des populations. Par ailleurs, une bonne nutrition est essentielle à la prévention des maladies non transmissibles comme les maladies cardiovasculaires, le cancer et le diabète. En outre, l'insécurité alimentaire, de plus en plus liée aux migrations, menace la sécurité nationale et la croissance économique. En tant que membre du GTCC, l'OPS a réitéré son attachement à œuvrer de concert avec les autres membres pour aider les États participants et contribuer aux efforts multisectoriels tout au long du Processus des Sommets. À ce titre, elle a insisté sur l'importance de la santé en tant que pierre angulaire du développement, de la sécurité et de la prospérité, et signalé que la bonne santé des populations favorise la productivité, réduit les inégalités et renforce la résilience économique, conformément aux objectifs du thème du Sommet. Elle a également souligné le besoin de renforcer des systèmes de santé résilients en vue d'atténuer les effets des événements de santé publique qui traversent les frontières internationales : préparation face aux urgences, surveillance des maladies, production régionale de médicaments et de fournitures, lutte contre les maladies qui résistent aux médicaments et vérification de la sécurité sanitaire des aliments. Les maladies infectieuses ne respectent aucune frontière, et les flambées de fièvre jaune, de dengue et de grippe aviaire menacent les populations, interrompent les échanges commerciaux et les voyages, et menacent la stabilité économique. Enfin, l'Organisation a souligné l'importance de privilégier la santé et la sécurité sanitaire dans les préparatifs du Sommet afin de protéger le bien-être et la prospérité des Amériques. Elle s'est de nouveau dite disposée à appuyer les négociations liées à la santé en collaborant pour mettre en avant un programme multisectoriel favorable à la sécurité, au bien-être et à la prospérité dans toute la région^{17/}.

L'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) a exprimé son engagement à continuer à soutenir le Processus des Sommets, notamment à travers le GTCC et en étroite collaboration avec les États participants. Il a réitéré son soutien continu aux objectifs liés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, soulignant son mandat de coopération technique d'excellence et d'appui au bien-être rural. Dans ce contexte, l'Institut a fait part de sa volonté de poursuivre le travail avec toutes les parties concernées en préparation du Dixième Sommet des Amériques.

La Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF) a exprimé son soutien au processus préparatoire du Dixième Sommet et réitéré sa volonté de collaborer avec la Présidence et les organisations internationales qui composent le GTCC. Elle a souligné la pertinence du thème proposé et signalé que du point de vue de la sécurité humaine, il est essentiel d'œuvrer de concert dans le cadre d'un programme intégré pour la sécurité. Comme évoqué précédemment, sans sécurité, il ne peut y avoir de croissance ou de développement, ou de développement durable. La Banque a réaffirmé son attachement à soutenir les pays de la région, leurs autorités locales et

17. L'intervention de l'OPS porte la cote [GRIC/O.1/inf.65/25](#)

municipales, en produisant des connaissances et en proposant des solutions financières dans des domaines centraux comme la sécurité des citoyens, la sécurité alimentaire, énergétique ou hydrique. En conclusion, elle a mis ses capacités à disposition afin de contribuer à la construction d'un continent plus sûr, durable et prospère.

L'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) a indiqué, malgré son absence de mandat concernant les problèmes de sécurité traditionnels, reconnaître que ces thèmes ont gagné en importance dans tous les pays de la région, avec une incidence sur le milieu de l'investissement et de la croissance, qui exacerbe des défis comme les inégalités, la corruption et la dégradation de l'environnement. Le programme régional de l'OCDE aborde actuellement ces thèmes. L'Organisation a en outre rappelé que sa réunion ministérielle, prévue en juin à Paris et présidée par le Costa Rica, verrait le lancement d'un cadre stratégique pour l'Amérique latine et les Caraïbes dans le but de maximiser les retombées de son travail dans la région, ce qui permettra de développer les synergies avec d'autres organisations internationales qui soutiennent les processus régionaux. L'OCDE a également évoqué la réunion ministérielle des gouvernements de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui se déroulera en novembre au Paraguay. Y seront traités des thèmes comme la confiance envers les autorités, la bonne gouvernance des infrastructures, les partenariats public-privé et l'intelligence artificielle, avec l'intégrité en tant que thème transversal¹⁸.

La Présidence a remercié les institutions du GTCC de leurs contributions techniques et de leurs réflexions et demandé l'envoi des interventions écrites dans les dix premiers jours du mois de mars afin de les intégrer dans le procès-verbal des délibérations.

3. Présentation des résultats des réunions ministérielles interaméricaines par leur présidence

La délégation de la Colombie a présenté les résultats de la XXII^e Conférence interaméricaine des ministres du Travail (CIMT)¹⁹, tenue à Bogota du 22 au 24 octobre 2024. 26 États membres de l'OEA ont participé, de même que des représentants des syndicats, des entreprises et des organisations internationales. Pour la première fois de son histoire, la conférence a abordé des thèmes liés à l'environnement, au changement climatique et au rôle des ministères du Travail dans la décarbonation. Les engagements abordés avaient trait aux effets de la transformation technologique et de l'intelligence artificielle sur l'emploi, à la réglementation du travail sur les plateformes numériques, à la promotions de transitions justes vers la durabilité environnementale, au renforcement du dialogue social et à l'inclusion sur le marché du travail.

Les résultats essentiels se reflètent dans la Déclaration et le Plan d'action de Bogota, qui définissent une feuille de route régionale avec des consensus dans quatre domaines principaux. Premièrement, quant à la transformation technologique et à l'emploi, les avantages et risques ont été évoqués, avec un accent sur le besoin de réglementer le travail sur les plateformes numériques et d'améliorer l'enseignement des compétences pour le nouveau monde du travail. Deuxièmement, concernant le changement climatique et la transition juste, le débat a abordé les retombées du changement climatique sur la santé des travailleurs, par exemple, le stress lié à la chaleur, et le rôle des ministères du travail en vue de décarboner l'économie et de promouvoir les emplois verts et bleus.

18. L'intervention de l'OCDE porte la cote [GRIC/O.1/inf.67/25](#)

19. Les documents de la réunion sont disponibles à l'adresse <https://www.oas.org/ext/es/principal/calendario/evento/id/515>

Troisièmement, le rôle du dialogue social en tant que pilier de la démocratie a été réaffirmé, avec un accent sur la nécessité d'un dialogue ouvert, constructif et exempt de violence ou de conditionnement. Par ailleurs, une déclaration conjointe entre syndicats et employeurs, à travers le Conseil syndical de consultation technique (COSATE) et le Comité consultatif technique des entreprises sur les questions de travail (CEATAL), a été adoptée, reflétant la réussite du dialogue inclusif. Enfin, dans le domaine de l'inclusion sur le marché du travail, les inégalités entre les genres et les groupes vulnérables ont été reconnues ; l'engagement à éliminer la discrimination, la violence et le harcèlement dans le milieu du travail a été réaffirmé. Un soutien a également été exprimé à l'initiative RIAL/Genre dans le cadre du Réseau interaméricain de l'administration dans le domaine du travail (RIAL) afin de renforcer l'égalité des genres au sein des ministères du Travail.

Le leadership de la Colombie et la future présidence du Panama en 2027 ont également été mis en avant.

La délégation du Pérou a présenté les résultats de la Septième Réunion ministérielle sur la science et la technologie (REMCYT)^{20/}, tenue les 12 et 13 décembre 2024 au siège de l'OEA à Washington, avec la participation de 27 États membres et plus de 100 experts de la science, de la technologie et de l'innovation. Son résultat principal est l'adoption de la déclaration « Vers le développement et le déploiement sûrs et fiables de l'intelligence artificielle dans les Amériques », accompagnée d'un plan d'action qui définit des engagements en matière de gouvernance, de réglementation et de renforcement institutionnel dans le domaine de l'intelligence artificielle.

Les débats ont mis en évidence les retombées transversales de l'IA sur la société et sa capacité à créer de l'emploi, à améliorer la productivité et à produire des solutions novatrices. Parmi les priorités, le renforcement institutionnel et la gouvernance de l'IA a notamment été évoquée, avec la création de cadres réglementaires adaptables aux réalités nationales. Deuxièmement, la coopération public-privé a été mise en avant en vue d'aligner les approches et d'accélérer la recherche et le développement technologiques dans la région. Troisièmement, la mise en œuvre d'un projet régional de coopération pour renforcer les capacités en matière de gouvernance de l'IA. Enfin, la création de deux groupes de travail sous l'égide de la Commission interaméricaine de la science et de la technologie (COMCYT) se concentrera sur les modèles de gouvernance et la coopération régionale pour un déploiement sûr de l'IA.

La cérémonie de remise du Prix de science, technologie et innovation des Amériques a également eu lieu. Y ont été récompensés des contributions de marque dans ces domaines.

Le Pérou prendra en charge la présidence de la COMCYT pour la période 2025-2027 et a réitéré son attachement à la coopération régionale en vue de renforcer le développement de l'IA dans les Amériques²¹.

4. Présentation et examen de la proposition actualisée de calendrier de travail pour la phase préparatoire du Dixième Sommet des Amériques

20. Les documents de la réunion sont disponibles à l'adresse <https://www.oas.org/ext/es/principal/calendario/evento/id/558>

21. L'exposé du Pérou porte la cote [GRIC/O.1/inf.68/255](https://www.oas.org/ext/es/principal/calendario/evento/id/558).

La proposition actualisée de calendrier de travail pour la phase préparatoire du Dixième Sommet des Amériques, élaborée par la Présidence et distribuée préalablement par le Secrétariat aux Sommets sous la cote [GRIC/0.1/doc.110/25](#), a été présentée par la Présidence au cours de la réunion. Ensuite, la parole a été proposée aux délégations, mais aucune n'a souhaité intervenir.

5. Dernières considérations, autres questions et clôture de la réunion

En l'absence d'interventions supplémentaires, la Présidence a remercié les délégations et les organisations du GTCC de leur participation, ainsi que l'OEA et son Secrétariat aux Sommets pour son attachement au Processus des Sommets.

À 11 h 39, la Présidence a déclaré close la réunion.